

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi soir, 12 septembre 2017

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

66 2017.RRGR.38 Motion 006-2017 Fuchs (Berne, UDC)

Stationnement à l'Hôpital de l'Ile: il y a urgence!

Motion ayant valeur de directive

N° de l'intervention:	006-2017
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	18.01.2017
Déposée par:	Fuchs (Berne, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence accordée: Non	26.01.2017
N° d'ACE: 608/2017	du 14 juin 2017
Direction:	Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

Stationnement à l'Hôpital de l'Ile: il y a urgence!

Le Conseil-exécutif est chargé de veiller à la mise à disposition d'un nombre suffisant de places de stationnement à l'Hôpital de l'Ile, notamment à travers les mesures suivantes:

1. utilisation de toutes les surfaces de stationnement disponibles sur le site de l'hôpital (y c. celles situées derrière la maternité);
2. mise à disposition de places de stationnement pour personnes handicapées supplémentaires sur le site de l'hôpital;
3. aménagement de places de stationnement pour les fournisseurs et les ouvriers.

Développement:

Ayant le statut d'établissement hospitalier universitaire, l'Hôpital de l'Ile joue un rôle central dans le système de santé suisse: 8024 collaborateurs et collaboratrices s'y rendent quotidiennement pour prodiguer les meilleurs traitements médicaux et soins de santé possibles à quelque 40 000 patients hospitalisés par an. Viennent s'y ajouter près de 520 000 consultations ambulatoires par an.

L'accès en transports publics a été amélioré, tandis que les possibilités de stationnement pour les voitures restent clairement insuffisantes. Même pour les personnes handicapées et à mobilité réduite, elles sont minimalistes. Dans le parking de l'Hôpital de l'Ile, les places réservées aux personnes handicapées sont en partie inutilisables (descente de voiture côté passager, chaise roulante dans le coffre, etc.) et l'accès jusqu'à l'hôpital est malaisé. Ce alors même que le site de l'hôpital est fréquenté, par définition, par un nombre plus élevé que la moyenne de personnes à mobilité réduite. Condamner la zone de stationnement vide située derrière la maternité en barrant l'accès avec des bacs à fleurs tient de la provocation pure et simple. De plus, les places de stationnement disposées le long de la Freiburgstrasse ont toutes été supprimées sans exception. Cette situation est inacceptable et proprement indigne d'un hôpital universitaire.



Motivation de l'urgence: l'accès à la zone de stationnement actuelle située derrière la maternité pourrait être dégagé en quelques minutes.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève de la compétence exclusive du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Bien que l'Hôpital de l'Île dispose d'un parking couvert et soit directement accessible en transports publics (le bus 11 s'arrête depuis un an juste devant l'entrée principale), de nombreuses personnes ont besoin de pouvoir se garer au plus près de leur lieu de destination, le site de l'hôpital étant très vaste. Il s'agit par exemple de personnes malades ou à mobilité réduite, qui ne peuvent pas ou difficilement emprunter les transports publics, du personnel en intervention spéciale (p. ex. service de piquet), ainsi que des différents fournisseurs et prestataires (p. ex. réparations).

L'hôpital est un lieu de vie sensible, aussi bien pour les patient-e-s que pour leurs proches, pour les soignant-e-s que pour les visiteurs et visiteuses. L'accès devrait donc également en être pratique et adéquat en transport individuel. Ceci vaut aussi pour le personnel de l'établissement qui souhaite pouvoir se parquer le plus près possible de son lieu de travail et à moindre coût. A cet égard, les possibilités de stationnement à l'Hôpital de l'Île constituent une problématique récurrente depuis longtemps.

Cette situation est donc connue du Conseil-exécutif qui comprend bien les besoins décrits par l'auteur de la motion.

Vu les bases légales en vigueur (loi et ordonnance sur les soins hospitaliers) et les conditions de propriété, le gouvernement n'a cependant aucune influence directe sur la planification, la réalisation et l'exploitation des infrastructures du site de l'Hôpital de l'Île. La responsabilité en incombe exclusivement à l'exploitant, le groupe de l'Île (Insel Gruppe AG). Il en va de même des exigences formulées par le motionnaire:

1. utilisation de toutes les surfaces de stationnement disponibles sur le site de l'hôpital (y c. celles situées derrière la maternité),
2. mise à disposition sur le site de l'hôpital de places de stationnement supplémentaires pour personnes handicapées,
3. aménagement de places de stationnement pour les fournisseurs et les ouvriers.

Le groupe de l'Île doit tenir compte des bases en matière de droit des constructions (loi et ordonnance sur les constructions, règlement communal), qui donnent des consignes relatives au nombre de possibilités de stationnement (exigences minimales), à la desserte du site et aux conditions générales présidant à sa conception (plan de zones). La vérification du respect de ces consignes incombe à la Ville de Berne.

L'Hôpital de l'Île se trouve par ailleurs dans une phase de construction et de transformation intensive, au cours de laquelle des exigences d'exploitation changeantes, des restructurations organisationnelles continues et des analyses d'utilisation prolongées doivent être conciliées sur un vaste site aux bâtiments dispersés.

Le contexte s'avère donc très complexe. C'est au groupe de l'Île, en tenant compte des ressources limitées (surfaces et moyens disponibles) ainsi que des conditions générales existantes (prescriptions, stratégies, législation), de satisfaire aux besoins légitimes des personnes concernées en matière de places de stationnement et de trouver une solution prenant en compte tous les facteurs. Une influence politique ne permettrait ni d'améliorer la situation, ni de parvenir plus rapidement à un résultat.

La situation à l'origine de la présente demande comporte de multiples facettes. Le besoin important en possibilités de stationnement est évident. La responsabilité de la réalisation incombe à l'exploitant de l'hôpital et à ses instances de décision ordinaires. Le Conseil-exécutif ne partage pas l'avis que le problème doit être résolu par la voie politique et propose de rejeter la motion. Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

La présidente. Wir kommen zu Traktandum 66, einer Richtlinienmotion, welche die Regierung ablehnt. Wir führen eine reduzierte Debatte. Das Wort hat der Motionär.

Thomas Fuchs, Berne (UDC). Besten Dank für die Antwort, wobei man merkt, dass diese nicht von Ihrer Ratskollegin kommt, deren Namen ich nicht mehr nennen darf. Man hat nämlich erkannt, dass ein Problem besteht. Was wir verlangen, ist die Nutzung aller vorhandenen Parkplätze. Ich habe sogar ein Foto hinzugefügt, damit Sie sich ein Bild machen können. Es ist grotesk, die Parkplätze mit ein paar «Trögli» abzusperren, während die Leute überall nach Parkplätzen suchen. Gehen Sie einmal hin und sehen Sie sich die Behindertenparkplätze an! Entschuldigung, mit Behindertenparkplätzen haben diese nichts zu tun. Vielleicht können Sie knapp aussteigen, aber alles andere ist nicht möglich. Die Behindertenverbände haben dies bereits entsprechend kritisiert. Es passiert aber nichts oder nur wenig. Auch in Bezug auf die Parkplätze für Lieferanten und Handwerker geht es nichts vorwärts. Ich habe mit Securitas-Leuten und mit Leuten des Inselspitals gesprochen. Viele riefen mich an und sagten, endlich unternehme jemand etwas. Es handelt sich um ein sogenanntes Schwarzpeterspiel. Allerdings weiss ich nicht, ob man dies noch sagen darf. Es läuft so, dass es jeder dem anderen zuschiebt, aber ohne dass etwas passiert. Die Antwort fällt hier ähnlich aus, indem man zwar sagt, man habe das Problem erkannt. Ich fordere Sie nochmals auf, gehen Sie einmal hin und schauen Sie sich die Situation an: Dort wo es Parkplätze gehabt hat, fährt heute der Bus durch. Es sind sozusagen keine Parkplätze vorhanden, ausser in diesem echt weit entfernten Parkhaus. Ich denke, es müsste wirklich Möglichkeiten geben, damit die Leute nicht auf dem Trottoir oder sonstwo parkieren und nach fünf Minuten eine Busse erhalten. Die Securitas sagt, sie melde dies laufend der Direktion des Inselspitals. Es rief mich sogar jemand von der Direktion an und meinte, es sei gut, mache ich etwas Druck, denn man habe Probleme mit der Stadt Bern, was eigentlich nicht erstaunt. Deshalb bin ich der Meinung, Sie sollten wenigstens ein Postulat unterstützen. Ich wandle die drei Ziffern der Motion in ein Postulat und bitte um ziffernweise Abstimmung. Damit geben wir doch dem Regierungsrat die Möglichkeit, irgendwie beim Inselspital zu intervenieren, sei es in Form von Gesprächen oder sei es in Form eines Briefes. Zudem weiss die Direktion des Inselspitals, dass wir dieses Problem hier als solches betrachten und nicht sagen: «Tun Sie, was Sie wollen!». Es handelt sich um ein wichtiges, eigentlich unpolitisches Anliegen. Wer es nicht glaubt, soll sich die Situation selber anschauen.

La présidente. Wir haben ein kleines technisches Problem. Das System hat von selbst eine Abstimmung ausgelöst. – Jetzt können wir mit den Fraktionssprechenden starten. Alle drei Ziffern sind in ein Postulat gewandelt worden, und wir werden ziffernweise abstimmen. Ich erteile der Vertreterin der SVP-Fraktion Grossrätin Amstutz das Wort.

Madeleine Amstutz, Sigriswil (UDC). Thomas Fuchs will mit seinem Postulat, dass der Regierungsrat prüft, das Parkieren beim Inselspital zu verbessern. Während die Zufahrt mit dem öffentlichen Verkehr verbessert wurde, ist in Bezug auf die Parkierungsmöglichkeiten für den Individualverkehr in dieser Zeit nicht viel gelaufen – wie es der Motionär bereits erwähnt hat. Gerade für Be-

hinderte und Leute mit Einschränkungen sind die Möglichkeiten minim, auch für Lieferanten und Handwerker. Die Nutzung der Parkplätze auf dem Areal soll angegangen werden. Deshalb ist eine Überweisung als Postulat zwecks einer Prüfung richtig.

Der Regierungsrat schreibt, das Anliegen sei berechtigt und es sei bereits ein Thema gewesen. Wir haben aber auch Verständnis dafür, dass die Inselgruppe AG dieses Problem lösen muss, weil die Parkplätze in ihrer Zuständigkeit liegen. Deshalb handelt es sich jetzt auch um ein Richtlinienpostulat. Das Thema soll aber angegangen werden, und deshalb unterstützt die SVP-Fraktion dieses Postulat einstimmig.

Margrit Junker Burkhard, Lyss (PS). Die Fraktion SP-JUSO-PSA schliesst sich der Antwort des Regierungsrats an und lehnt den Vorstoss sowohl in Form einer Motion wie auch eines Postulats ab.

Daniel Klauser, Berne (Les Verts). Ich muss zu diesem Vorstoss ein Korrigendum anbringen. Ich bin gerade gestern dort vorbeigegangen, um mir die Situation anzuschauen. Das Foto, wie es im Vorstoss abgebildet ist, stimmt so nicht mehr, weil sich dort, wo es aufgenommen wurde, jetzt eine Baustelle befindet. Man kann nicht mehr dort parkieren, selbst wenn man die Betondinger wegnehmen würde. Dies zur Erklärung der aktuellen Situation.

Wir haben gerade beim vorangegangenen Vorstoss darüber diskutiert, und es wurde von verschiedenen Rednern die Flughöhe angesprochen, dahingehend, was zum operativen Bereich und was zu den Aufgaben des Grossen Rats gehöre. Ich brauche diesbezüglich keine weiteren Ausführungen mehr machen, um Ihnen zu sagen, dass es hier definitiv nicht die richtige Flughöhe ist.

Noch zu den Zuständigkeiten: Wie der Motionär erwähnt hat, bestehen Probleme mit der Stadt. Es verhält sich so: Im März 2015 nahm die Stadtbevölkerung in einer Volksabstimmung – Volk, das sind jene, die immer recht haben – eine Überbauungsordnung für das Inselareal an, den sogenannten Masterplan für das Inselareal. In diesem ist auch alles geregelt, was die Parkplätze anbelangt. Insofern würde ich einmal sagen, dass das Volk diesen Masterplan angenommen hat, übrigens mit sogenannten 86 Prozent Ja-Stimmen, also sehr deutlich. Zudem hat das Volk bekanntlich Recht. Deshalb habe ich das Gefühl, der Grosse Rat müsse keine Übersteuerung vornehmen und etwas anderes machen. Ich sage nicht, dass wenn man auf operativer Ebene seitens des Inselspitals zum Schluss kommt, es sei sinnvoll, einen Teil der Parkplätze zu Behindertenparkplätzen zu machen, dies nicht umgesetzt werden soll. Wir finden es richtig, dass die vorhandenen Parkplätze in erster Linie als Behindertenparkplätze auszugestalten sind. Für jene, die nicht darauf angewiesen sind: Inzwischen besteht eine sehr gute Buserschliessung des Inselareals. Diese sollte auch dazu beitragen, dass es nicht zusätzliche Parkplätze braucht.

Marianne Schenk-Anderegg, Schüpfen (PBD). Mit dieser Motion haben wir einmal mehr ein Papier in der Hand, das für uns unverständlich ist, aber von einem eingefleischten Polit-Fuchs kommt, der eigentlich längst wissen sollte, wie der Hase läuft. (*Hilarité*) Alle, die schon einmal auf dem Areal des Inselspitals waren, wissen, dass es manchmal nervenaufreibend ist, wenn man dringend einen Parkplatz benötigt. Manchmal ist es auch nervenaufreibend, wenn Vorstösse vonseiten gestandener Politiker eingereicht werden, die eigentlich genau wissen, dass auf kantonalpolitischer Ebene – ich sage dies ganz klar – nicht alles geregelt werden kann.

Wir unterstützen die Antwort der Regierung vollumfänglich, nämlich dass die Parkplatzsituation allein in der Hoheit der Insel Gruppe AG und der Stadt Bern liegt. Das heisst, wir sind in diesem Sinn nicht dagegen, dass es mehr Parkplätze geben soll, aber alles können die Regierung und der Kanton nicht regeln. Deshalb lehnen wir auch ein Postulat ab.

Hand Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Ich kann mich sehr kurz halten. Ich bestreite nicht, dass es beim Inselspital Probleme beim Parkieren gibt. Der Motionär zeigt mögliche Lösungsansätze auf. Allerdings ist für mich die Antwort der Regierung richtig: Dieser Vorstoss ist nicht stufengerecht. Es ist die Aufgabe der Insel Gruppe AG, eine Lösung zu finden. Die Verantwortung liegt klar beim Spitalunternehmen. Deshalb lehnen wir diesen Vorstoss als Motion ab, einem Postulat werden wahrscheinlich ein paar Fraktionsmitglieder zustimmen.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Das Fraktionsvotum der EVP fällt zu dieser Richtlinienmotion bzw. zu diesem Richtlinienpostulat dreistufig aus. Die erste Stufe ist der Titel: «Verbesserung der Parkierungsmöglichkeiten beim Inselspital – dringend und nötig». Dafür bringen wir ein

gewisses Verständnis auf. Wir lassen uns also vorsichtig positiv konnotiert auf dieses Postulatsanliegen ein.

Zur zweiten Stufe, der inhaltlichen Beurteilung der drei Forderungen: Beginnen wir mit Ziffer 2, «zusätzliche Behindertenparkplätze auf dem Inselareal». Hier gehen wir mit dem Motionär einig, dass es Menschen mit Behinderungen und Einschränkungen möglich sein muss, sicher und nahe am Inselspital zu parkieren. Diese Haltung teilt offenbar auch der Regierungsrat, und dahingehend spricht er sich denn auch in seiner Motionsantwort aus. Ich persönlich behaupte sogar: Läge dies im Kompetenzbereich des Regierungsrats, würde er vielleicht sogar die Annahme von Ziffer 2 beantragen.

Kommen wir zu den Ziffern 1 und 3, der «Nutzung aller vorhandenen Parkflächen» respektive der zusätzlichen «Schaffung von Parkplätzen für Lieferanten und Handwerker». Dies erachten wir als EVP-Fraktion als nicht ganz so zentral wie die Forderung von Ziffer 2. Ausserdem: Mit der Verbesserung der Zufahrt per Bus sowie dem Hinweis, wem es eben eigentlich hier zu handeln obliegt, nämlich der Insel Gruppe AG selber, scheint diese Frage für uns abschliessend geklärt zu sein. Wenn hier Bedarf besteht, dann kann und soll seitens der betreffenden Organe gehandelt werden.

Zur dritten Stufe, dem Zuständigkeitsbereich. Aufgrund des Spitalversorgungsgesetzes (SpvG) und der Verselbstständigung der ehemals öffentlichen Spitäler im Kanton sind dies eben Aktiengesellschaften. Letztere sind abschliessend zuständig für ihre Infrastrukturen. Der Grosse Rat, das heisst wir, und der Regierungsrat können nichts mehr dazu sagen. Es besteht also kein Handlungsspielraum mehr. Wir sagen nein zur Motion, und was das Postulat anbelangt, werden wir noch sehen, welchen Abstimmungsknopf wir drücken werden.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Das Meiste ist gesagt worden. Es liegt nicht in unserer Kompetenz. Deshalb lehnen wir auch ein Postulat ab. Denn so wie ich Thomas Fuchs kenne und weil er gesagt hat, der Regierungsrat solle darauf hinwirken oder das Inselspital darauf aufmerksam machen, wird ohnehin etwa in zehn Minuten online im «20 Minuten» und vielleicht im «Blick am Abend» zu lesen sein, dass er diesen Vorstoss eingereicht hat. Das Inselspital wird dies dort lesen können. Somit ist das Postulat gleich erfüllt. Sollte es durchkommen, was ich zwar nicht annehme, verlangen wir die Abschreibung. Dieser Vorstoss ist in etwa gleich wie eine allfällige Forderung, während der Session die Parksünder in der Postgasse zu kontrollieren. Dies wäre dringend nötig! (*Hilarité*)

La présidente. Es gibt keine weiteren Fraktionssprecher mehr, aber der Fraktionssprecher der Grünen, Grossrat Klauser, hat vorhin gemeint, er habe noch etwas zu sagen vergessen. Dies hat sich aber offenbar erledigt, weil von Grossrat Zaugg Abschreibung verlangt worden ist. Also, die Motion ist in ein Postulat gewandelt worden, und es liegt, sofern es zur Annahme kommt, ein Antrag auf Abschreibung vor. Ich sehe keine weiteren Wortmeldungen seitens der Fraktionen. Ich erteile Regierungsrat Schnegg das Wort.

Pierre Alain Schnegg, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Le motionnaire relève que les places de stationnement à proximité de l'Hôpital de l'Île sont insuffisantes. Il mentionne également que même les places de parc pour les personnes handicapées et à mobilité réduite sont minimalistes. De nombreuses personnes se rendent régulièrement sur ce site, qu'il s'agisse du personnel, de fournisseurs, patients ou visites. La situation est connue du Conseil-exécutif, qui comprend les besoins décrits par l'auteur de la motion. Au vu des bases légales en vigueur, en particulier de la loi et l'ordonnance sur les soins hospitaliers et les conditions de propriété, le gouvernement n'a aucune influence directe sur la planification, la réalisation et l'exploitation des infrastructures du site de l'Hôpital de l'Île. Le groupe de l'Île doit tenir compte des bases en matière de droit des constructions – loi et ordonnance sur les constructions, règlement communal. La vérification de ces consignes incombe, elle, à la ville de Berne. De l'avis du Conseil-exécutif, une intervention politique ne permettrait ni d'améliorer la situation, ni de parvenir plus rapidement à un résultat. C'est pourquoi il vous invite à rejeter cette motion.

La présidente. Wünscht der Motionär nochmals das Wort? – Das ist nicht der Fall. Somit stimmen wir ziffernweise über den in ein Postulat gewandelten Vorstoss ab sowie über die Abschreibung im Fall einer Annahme.

Wer Ziffer 1 annimmt, stimmt ja, wer diese ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 1 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Rejet de l'adoption sous forme de postulat

Oui 61

Non 82

Abstentions 1

La présidente. Sie haben Ziffer 1 abgelehnt. Wer Ziffer 2 als Postulat zustimmen kann, soll ja stimmen, wer diese ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 2 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Rejet de l'adoption sous forme de postulat

Oui 67

Non 72

Abstentions 6

La présidente. Sie haben Ziffer 2 abgelehnt. Somit stimmen wir auch hier nicht über die Abschreibung ab. Wir kommen zu Ziffer 3. Wer diese als Postulat annimmt, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 3 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Rejet de l'adoption sous forme de postulat

Oui 63

Non 81

Abstentions 1

La présidente. Sie haben Ziffer 3 abgelehnt.